



DUGNY | Le nouveau ministre de l'Éducation nationale a échangé, ce vendredi, avec les élus du département. Il n'a pas apaisé les inquiétudes liées à la rentrée mais a tenu à montrer sa qualité d'écoute.

Si Pap Ndiaye ne rassure pas, il affiche sa bonne volonté

ALEXANDRE ARLOT

LE VÉLO est à disposition et les quelques photographes présents s'apprêtent à immortaliser la scène. Ce vendredi matin, dans la cour ensoleillée de l'école Henri-Wallon, à Dugny, Pap Ndiaye accepte la proposition de pédaler quelques secondes aux côtés des enfants réunis là, au cœur du mois de juillet, dans le cadre du dispositif des « vacances apprenantes ». Le tout frais ministre de l'Éducation nationale finit par renoncer à enfourcher la bicyclette. Le souvenir de son prédécesseur jouant à la marelle dans une école de Seine-Saint-Denis, l'an dernier, l'en a peut-être dissuadé. La mise en scène fut largement relayée. Et moquée.

Pour son premier déplacement dans le département, Pap Ndiaye a tenu à afficher son sérieux et sa bonne volonté. « J'ai bien l'intention de revenir régulièrement en Seine-Saint-Denis », annonce-t-il. Une promesse qui tranche avec le quinquennat précédent, lors duquel les visites de Jean-Michel Blanquer dans un département où son action fut très critiquée ont été réduites à la portion congrue.

« Je fais de la question des inégalités scolaires une des priorités de mon action »

L'historien nommé à la surprise générale à la rue de Grenelle en mai dernier, le sait bien : les paroles ne suffiront pas à convaincre des élus qui, de droite comme de gauche, se retrouvent pour dénoncer les manques de moyens humains et matériels dans les établissements scolaires. À Dugny, le maire Quentin Gesell (DVD) lui a renouvelé une exigence : que toutes les écoles intègrent le réseau d'éducation prioritaire.

« Elles présentent tous les indices sociologiques pour y être », souligne Souheib Toumi, maire adjoint délégué à

l'éducation. Dans cette ville de 11 000 habitants, dont la moitié a moins de 30 ans, et où le parc immobilier se compose de plus de 70 % de logements sociaux, seuls 115 des quelque 1 600 écoliers bénéficient des moyens alloués à l'éducation prioritaire. « C'est une demande conjointe de la mairie, des parents d'élèves et des équipes pédagogiques », assure l'adjoint au maire.

Le ministre de l'Éducation nationale aurait indiqué par courrier à Quentin Gesell « qu'une refonte globale de la carte de l'éducation prioritaire est envisagée pour 2023 ».

Ce vendredi matin, il lui aurait aussi précisé « qu'il réserverait une attention à la ville de Dugny », ajoute le maire.

Un rapport d'information consacré à l'action de l'État dans le département le plus pauvre de métropole rappelait en 2018 que « le moins bien doté des établissements parisiens est mieux doté que le plus doté des établissements de la Seine-Saint-Denis ». Pap Ndiaye en a conscience. « Je fais de la question des inégalités scolaires une des priorités de mon action », confirme-t-il, assurant que ce département y tiendra une place « spécifique ».

Les douze députés du département, tous élus au sein de la Nupes, demandent à voir. Ce vendredi, la plupart d'entre eux ont échangé avec le ministre, auquel ils avaient demandé « un rendez-vous rapide » la semaine dernière via une lettre ouverte. L'entretien s'est déroulé en présence du préfet de Seine-Saint-Denis et du recteur de l'académie de Créteil, qui regroupe aussi le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne.

Fin de non-recevoir pour les revendications des députés

« J'aime bien lire les rapports, confie l'ancien professeur des universités, mais j'ai aussi toujours plaisir à me déplacer sur le terrain. » Les parlementaires

lui ont fait part, notamment, de leurs craintes concernant la prochaine rentrée scolaire. « Nous ferons en sorte qu'elle se passe au mieux, même si elle risque d'être plus difficile que d'habitude, compte tenu des recrutements d'enseignants », prévient Pap Ndiaye.

Pour Alexis Corbière (LFI), la forme a évolué par rapport à son prédécesseur. Pas le fond. « Il est plus rond, plus à l'écoute, décrit l'élu Insoumis. Il partage le constat des inégalités qui frappent la Seine-Saint-Denis, ce qui est un point d'appui. Le style est moins brutal, mais il considère qu'on peut faire une rentrée convenable avec les moyens du bord, selon son expression. Ça, ça ne va pas. »

Les revendications des députés, notamment la revalorisation du métier d'accompagnant d'élève en situation de handicap (AESH) et l'ouverture d'un concours estival pour recruter des professeurs titulaires à partir de Bac + 3, auraient trouvé une oreille attentive... et une fin de non-recevoir.

« Il semblait d'accord sur le principe des concours supplémentaires, tout en estimant que cela n'était pas possible cet été, à si brève échéance », rapporte Raquel Garrido (LFI). La tombeuse de Jean-Christophe Lagarde (UDI) aux législatives appelle, déjà, à renouveler cette entrevue entre le ministre et les députés du département à la rentrée. ■



Il considère qu'on peut faire une rentrée convenable avec les moyens du bord

ALEXIS CORBIÈRE, DÉPUTÉ LFI





Dugny, ce vendredi. Pour son premier déplacement en Seine-Saint-Denis, le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye (au second plan et au centre, juste derrière l'élève) s'est rendu à l'école Henri-Wallon, qui participe au dispositif des vacances apprenantes.

LP/ALEXANDRE ARLOT

